

*Veuillez noter que cette traduction française de l'engagement commun 2.0 des Nations Unies sur l'inclusion des réfugiés est datée du 20 Octobre 2023. Les informations trouvées sur cette version peuvent ne pas être à jour. Pour les informations les plus récentes, veuillez vous référer à la version originale en anglais.

Engagement commun 2.0 des Nations Unies sur l'inclusion des réfugiés

L'engagement

Dans le cadre de poursuite des objectifs de développement durable et de la promesse de ne pas faire de laissés-pour-compte, et à l'appui du Pacte mondial sur les réfugiés, les organismes des Nations Unies participant à cet engagement font les promesses suivantes :

1. Nous **promouvons l'intégration des réfugiés**¹ dans l'ensemble des analyses, politiques et plans des Nations Unies, y compris dans les Plans-cadres de coopération pour le développement durable et les Plans de réponse humanitaire des Nations Unies.
2. Nous **aiderons les pays d'accueil** à inclure les réfugiés dans les corpus de données, les plans, les budgets et les systèmes d'apport de services nationaux et infranationaux, et à faciliter leur accès aux services nationaux et locaux aux côtés des communautés d'accueil, notamment en matière d'éducation, de santé, d'eau et assainissement, de logement et de protection sociale, et de possibilités d'avoir un travail décent.
3. Nous plaiderons pour un **partage international des responsabilités** afin d'aider les pays qui accueillent des réfugiés, y compris sous forme d'un appui financier et/ou budgétaire.
4. Nous **promouvons la participation effective des réfugiés aux processus de planification des Nations Unies** et plaiderons pour leur participation significative à l'élaboration et la mise en œuvre de tous les plans qui les concernent.

Organismes des Nations Unies participants



¹ Conformément à la nature inclusive du Pacte mondial sur les réfugiés, certaines promesses faites dans le cadre de cet engagement bénéficieront aussi à d'autres groupes que les réfugiés, comme les demandeurs d'asile, les réfugiés de retour et les apatrides, ainsi que les personnes se trouvant dans une situation mixte ou analogue à celle de réfugiés.

UN HABITAT
FOR A BETTER URBAN FUTURE

**UNITED NATIONS
HUMAN RIGHTS
OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER**

unicef



**UN
VOLUNTEERS**

**UN
WOMEN**



Pays dans lesquels l'équipe de pays des Nations Unies participe à l'engagement

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Argentine, Belize, Botswana, Brésil, Cameroun, Chili, Colombie, Congo, Costa Rica, Équateur, Égypte, État de Palestine, État plurinational de Bolivie, Éthiopie, Géorgie, Guatemala, Honduras, Indonésie, Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lesotho, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Pérou, République bolivarienne du Venezuela, République démocratique du Congo, République dominicaine, République islamique d'Iran, République de Macédoine du Nord, République de Moldova, République de Türkiye, Thaïlande, Uruguay, Zambie.

Ce que l'engagement permettra d'accomplir

Les promesses combinées faites dans le cadre de cet engagement toucheront 44,8 millions de personnes vulnérables en déplacement, dont des réfugiés, des demandeurs d'asile, des réfugiés de retour et des apatrides, ainsi que des personnes se trouvant dans une situation mixte ou analogue à celle de réfugiés.

L'engagement couvre l'éventail complet des Objectifs de développement durable, promouvant des approches intégrées visant à ne pas faire de laissés-pour-compte en cherchant à parvenir à un développement durable. Les

promesses mettent particulièrement l'accent sur la réduction des inégalités, une éducation de qualité, une bonne santé et le bien-être, l'égalité entre les sexes, un travail décent et la croissance économique.

Aider les gouvernements à progresser vers les ODD

La nécessité urgente de mettre l'accent sur les populations exclues et marginalisées, y compris les personnes vulnérables en déplacement et les communautés qui les accueillent, est devenue claire. Il ne sera pas possible de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sans faire en sorte que les personnes qui risquent d'être laissées pour compte soient incluses, conformément au Pacte mondial sur les réfugiés

À titre de suivi de celui qui l'a précédé, en 2019, cet engagement renouvelé insiste sur le rôle central des Nations Unies comme fournisseur d'un appui technique et programmatique aux pays qui accueillent des réfugiés. Il tirera parti de l'éventail complet des capacités et de l'expertise des Nations Unies au niveau des pays par des promesses concrètes et ambitieuses sur quatre ans de promouvoir l'inclusion des réfugiés, soutenues par des promesses tout aussi concrètes faites au niveau mondial par les organismes participants des Nations Unies.

Des objectifs mesurables aux niveaux mondial et des pays

Chaque promesse au niveau des pays a été élaborée par l'équipe de pays des Nations Unies sous la direction du Coordonnateur résident des Nations Unies et en accord avec les plans gouvernementaux. Chaque promesse au niveau des pays est donc adaptée de manière spécifique aux priorités, aux possibilités et aux groupes vulnérables dans chaque contexte. Dans certains pays, l'équipe de pays des Nations Unies aidera le gouvernement à développer ou à mettre en œuvre des politiques spécifiques pour les réfugiés. Dans d'autres, la priorité est de travailler avec les autorités locales, afin de scolariser les enfants réfugiés, ou d'améliorer l'accès à la santé des personnes en déplacement et des communautés qui les accueillent.

Certaines équipes de pays des Nations Unies viseront à promouvoir l'accès aux systèmes nationaux de protection sociale et à un travail décent, en mettant parfois fortement l'accent sur les femmes, afin que les réfugiés et les autres personnes en déplacement puissent être autonomes et contribuent à l'économie, y compris à l'économie numérique, ce qui peut être un facteur puissant permettant de restaurer leur dignité. L'accès à l'enregistrement des naissances et à l'octroi de documents d'état civil est essentiel dans certains contextes, en particulier pour prévenir l'apatridie.

Dans plusieurs pays exposés au changement climatique, les équipes de pays des Nations Unies aident aussi le gouvernement à inclure les réfugiés dans les programmes d'adaptation au changement climatique.

Les promesses des organismes des Nations Unies au niveau mondial exploitent l'expertise, les capacités et les processus spécifiques de chaque organisme afin de renforcer le soutien pouvant être apporté aux équipes de pays qui travaillent dans des contextes de déplacement forcé. Plusieurs organismes se sont engagés à inclure systématiquement les réfugiés dans leurs analyses et leurs plans, et ceux qui ont un rôle de coordination ou de direction se sont engagés à promouvoir l'inclusion des réfugiés dans les plans et les processus à l'échelle du système tout entier. Certains organismes créeront de nouveaux mécanismes de financement ou de déploiement pour accélérer et intensifier leur engagement au niveau des pays, et plusieurs renforceront la capacité de leurs équipes à s'impliquer véritablement dans les pays qui accueillent des réfugiés.

S'il s'agit d'un engagement des Nations Unies, respecter les promesses ne sera possible que si les pays qui accueillent généralement des réfugiés peuvent bénéficier d'un financement approprié, étant entendu que 90 % des réfugiés sont accueillis dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Pour cette raison, de nombreuses équipes de pays se sont engagées à travailler avec les gouvernements afin d'avoir accès à un financement supplémentaire, et les pays donateurs sont invités à soutenir cet effort en faisant bénéficier les gouvernements de leur aide publique au développement et de leur influence auprès des banques multilatérales de développement.

De nombreux autres acteurs des pays qui accueillent des réfugiés joueront un rôle clé en permettant que cet engagement se concrétise, y compris les réfugiés, les apatrides, les communautés d'accueil et la société civile. L'élaboration de l'engagement commun 2.0 des Nations Unies s'est appuyée sur la participation effective des

réfugiés aux niveaux national et mondial, qui sera maintenue tout au long de la période de mise en œuvre de quatre ans.

Les co-responsables travailleront avec les partenaires des Nations Unies et les équipes de pays, avec l'appui des conseillers réfugiés, afin de faire le bilan des progrès accomplis lors du point de la situation, au bout de deux et de quatre ans, et de corriger le cap si besoin.

Pour des informations supplémentaires, veuillez consulter la [page web engagement commun 2.0 des Nations Unies](#) ou contacter les co-responsables:

HCR – Catherine Barnett barnettc@unhcr.org

DCO - Signe Jepsen jepsen@un.org

OCHA – Christopher Gerlach gerlach2@un.org

ODD

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Angola																	
Argentine	X	X	X	X	X			X		X	X						
Belize	X	X	X	X	X			X		X						X	X
République bolivarienne du Venezuela	X	X	X	X	X	X		X		X	X					X	X
Botswana	X		X	X	X	X		X		X							
Brésil			X	X	X			X		X	X		X			X	X
Chili	X	X	X	X	X	X		X		X						X	
Colombie	X	X	X	X	X	X		X		X						X	
Costa Rica	X		X	X	X			X	X	X						X	X
RDC	X	X	X	X	X	X		X		X			X			X	X
République dominicaine	X	X			X			X		X	X		X			X	
Équateur	X	X	X	X	X			X		X	X		X			X	
Égypte	X	X	X	X		X				X						X	X
Éthiopie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X
Géorgie	X			X	X			X		X							
Guatemala			X	X	X			X		X	X					X	X
Honduras				X				X		X						X	X
Indonésie	X		X	X	X			X		X						X	X
Iraq	X		X	X				X		X							X
Iran	X		X	X						X							
Jordanie		X	X	X	X			X	X	X	X		X				X

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Kazakhstan	X		X	X	X			X		X	X					X	
Kenya	X	X	X	X		X	X	X		X	X	X			X	X	X
Kirghizistan	X	X	X	X	X			X		X			X			X	X
Lesotho																	
Mauritanie	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X			X	X
Mexique			X	X	X			X		X	X					X	X
Maroc	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				X	X
Mozambique	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X			X	X
Namibie	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X					X	X
Pakistan	X		X	X		X		X		X						X	X
Panama	X	X	X	X	X			X		X							X
État plurinational de Bolivie			X	X	X					X							
République de Moldova	X	X	X	X	X			X	X	X	X						X
République de Macédoine du Nord			X	X				X		X							
République de Türkiye	X	X	X	X	X			X		X						X	
État de Palestine		X	X	X	X	X		X		X							X
Thaïlande			X	X	X					X						X	X
Ouganda	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X
Uruguay	X	X	X	X	X					X	X						
Ouzbékistan	X		X	X	X	X		X		X						X	
Zambie	X	X		X	X		X	X		X						X	X
FAO																	
OIT								X		X							X
OIM										X						X	
OCHA	X	X	X	X	X					X							X
OHCHR										X						X	X
ONUSIDA			X							X						X	X
ONDCO		X	X	X	X	X		X		X							X
DESA	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
PNUD	X				X			X		X							X
UNESCO	X		X	X	X			X		X	X		X		X	X	X
UNFPA			X		X											X	X
ONU Habitat										X	X					X	X
UNICEF	X	X	X	X	X	X				X							X

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
ONU DC			X	X	X			X			X					X	
UNOPS	X	X	X			X		X	X	X	X						X
VNU										X							X
ONU Femmes				X	X					X			X				
PAM		X			X			X									X
OMS			X							X						X	X

Promesse faites par les équipes de pays des Nations Unies dans le cadre de l'engagement

Les paragraphes suivants sont des versions très expurgées des promesses concrètes et mesurables faites par les équipes de pays des Nations Unies dans le cadre de l'engagement commun 2.0 des Nations Unies. Des détails, y compris les objectifs spécifiques et les besoins en ressources, sont disponibles sur demande. Veuillez noter que certaines promesses sont en cours d'élaboration et seront incluses ultérieurement.

ANGOLA

L'équipe de pays en Angola continuera à aider le gouvernement à mettre en œuvre les engagements pris en 2019, en particulier concernant la délivrance de documents, le rapatriement volontaire et l'intégration locale. Elle travaillera aussi avec le gouvernement au lancement d'une opération d'enregistrement et d'octroi de documents dans le cadre de l'action visant à assurer un meilleur accès aux services, ainsi que l'intégration sociale et économique pour les réfugiés et les personnes risquant de devenir apatrides.

BÉNÉFICIAIRES : 56 100 réfugiés, demandeurs d'asile et apatrides

ARGENTINE

L'équipe de pays en Argentine aidera activement le gouvernement à **supprimer les obstacles à l'inclusion économique et sociale** des réfugiés, des demandeurs d'asile et autres personnes ayant besoin de la protection internationale. Elle s'attachera tout particulièrement à renforcer l'accès effectif aux programmes d'**assistance sociale** pour les plus vulnérables, dans les mêmes conditions que pour les communautés d'accueil.

BÉNÉFICIAIRES : 180 600 réfugiés, demandeurs d'asile et autres personnes ayant besoin de la protection internationale

BELIZE

L'équipe de pays du Belize travaillera avec le gouvernement et promouvra l'intégration des besoins des demandeurs d'asile, des réfugiés et des personnes risquant de devenir apatrides dans les **plans de développements nationaux**, conformément au Plans-cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies 2022-2026 et au Pacte mondial sur les réfugiés. Dans ce contexte, l'équipe de pays renforcera la **participation significative** des réfugiés, plaidera en leur faveur et fournira un soutien technique, financier et en matière d'élaboration du programme afin de parvenir à des conditions de vie durables et dignes pour les réfugiés et les communautés qui les accueillent.

BÉNÉFICIAIRES : 13 200 réfugiés, demandeurs d'asile, personnes risquant de devenir apatride et autres personnes ayant besoin de la protection internationale

RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA

L'équipe de pays du Venezuela s'emploie à **soutenir le processus de retour et de réintégration** des Vénézuéliens par une approche coordonnée, multisectorielle, interorganisations et holistique. Le but général sera de garantir

une intégration réussie et durable, en aidant également les communautés qui accueillent des Vénézuéliens de retour. Cette approche renforcera la **cohésion sociale**, atténuera les tensions potentielles au niveau des communautés et renforcera les capacités du gouvernement à soutenir les processus de réintégration. Elle se concentrera sur deux priorités stratégiques, comme l'explique le Groupe de travail Nexus de l'équipe de pays : i) rétablir **les services essentiels**, comme **la santé et la nutrition, l'éducation, l'eau et l'assainissement, la protection et les abris** ; et ii) renforcer **les systèmes alimentaires** et développer les **moyens d'existence**.

BÉNÉFICIAIRES : 40 000 réfugiés de retour, demandeurs d'asile et migrants, et personnes se déplaçant l'intérieur du pays

BOTSWANA

L'équipe de pays du Botswana s'attachera à ce que la communauté réfugiée du Botswana soit incluse dans les systèmes nationaux, ait accès à des voies complémentaires et bénéficie de **meilleurs mécanismes de protection contre la violence liée au genre**. De plus, l'équipe améliorera l'accès à des **procédures d'asile** justes et efficaces pour les demandeurs d'asile.

BÉNÉFICIAIRES : 4800 réfugiés et demandeurs d'asile

BRÉSIL

L'équipe de pays du Brésil aidera le Gouvernement fédéral à élaborer et à mettre en œuvre sa **politique nationale** sur les migrants, les réfugiés et les apatrides. Elle aidera aussi à renforcer la visibilité de ces groupes et de leurs besoins dans **les bases de données** publiques, afin que les **politiques** soient **élaborées en s'appuyant sur des éléments concrets**. La question du **changement climatique** et des catastrophes étant une priorité pour le Brésil, l'équipe de pays renforcera aussi la résilience des personnes qui ont été contraintes de fuir et des apatrides dans ce domaine, et encouragera l'apport de meilleures réponses à ces défis, en tenant compte des spécificités de ces populations. Pour tous ces aspects, l'équipe de pays promouvra et étendra les mécanismes de **participation directe** des réfugiés, des apatrides et autres personnes ayant été contraintes de fuir dans les processus décisionnels et les forums liés à leur **protection** et à leur intégration locale.

BÉNÉFICIAIRES: plus de 500 000 réfugiés, apatrides et autres personnes contraintes de fuir

CHILI

L'équipe de pays du Chili soutiendra à la fois le développement des communautés d'accueil et l'inclusion des réfugiés et des migrants. Les objectifs spécifiques porteront sur l'inclusion de ces groupes dans les politiques publiques, sur l'accès facilité aux services et sur l'intégration dans les programmes publics liés à **l'emploi**, aux **moyens d'existence** et aux petites entreprises. L'équipe de pays promouvra des campagnes nationales de **lutte contre la xénophobie** et une approche holistique dans tout le système des Nations Unies, afin d'encourager les attitudes favorables, la coexistence pacifique et l'empathie envers les réfugiés, tout en luttant contre les inégalités et la **discrimination**. L'équipe s'attend à ce que ses efforts aboutissent à une **amélioration de l'environnement de protection** conformément aux normes internationales ; au développement des communautés locales, en particulier celles qui accueillent un grand nombre de réfugiés et de migrants ; à une amélioration générale de leur inclusion dans les politiques publiques, sur le marché de l'emploi et dans les programmes d'intégration locale ; et à une réduction de l'apatridie.

BÉNÉFICIAIRES : 452 800 réfugiés, demandeurs d'asile, autres personnes déplacées de force ou apatrides + les communautés locales

COLOMBIE

L'équipe de pays de Colombie aidera le gouvernement à apporter des **solutions** globales et durables aux personnes déplacées de force (réfugiés, demandeurs d'asile, autres personnes ayant besoin de la protection internationale et déplacés internes) et aux communautés touchées par un conflit, ainsi qu'aux migrants. Elle appliquera une approche tenant compte de l'âge, du genre et de la diversité, qui prend en compte les besoins spécifiques de populations multiculturelles dans différents lieux. Ses principales actions consisteront à renforcer les systèmes **d'asile et de protection sociale**, afin d'assurer un accès effectif aux droits fondamentaux, et de donner aux réfugiés et aux communautés touchées par un conflit les moyens de contribuer au développement.

BÉNÉFICIAIRES : 9 000 000 réfugiés, demandeurs d'asile, migrants et déplacés internes

COSTA RICA

L'équipe de pays du Costa Rica fournira un soutien technique aux autorités nationales afin que les étudiants réfugiés, demandeurs d'asile et migrants aient **pleinement accès à un enseignement public de qualité gratuit, inclusif et équitable**, ainsi qu'à des possibilités de formation tout au long de la vie. Elle soutiendra et renforcera la capacité gouvernementale à inclure les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants dans le **système de santé public**, notamment à leur donner accès à des services de **santé sexuelle et reproductive** et à un **soutien psychosocial**. En outre, l'équipe œuvrera à promouvoir **l'inclusion sur le marché de l'emploi** et l'obtention d'un **travail décent** pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants. Elle promouvra aussi l'inclusion des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants dans **les plans, les politiques, les programmes et les services de développements locaux et nationaux**, leur permettant de **participer pleinement à la vie sociale, politique et culturelle de leur communauté d'accueil**. De plus, l'équipe de pays fournira un soutien technique pour améliorer les **données** disponibles sur la mobilité humaine, et faciliter ainsi **l'élaboration de politiques reposant sur des éléments concrets**. Elle s'attachera également à lutter contre les discours xénophobes et discriminatoires sur les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants, encourageant une perception positive pouvant promouvoir leur **intégration et la cohésion sociale**, tout en renforçant les **mécanismes juridiques** permettant de garantir leurs droits. Enfin, l'équipe de pays collaborera avec les donateurs du développement, le secteur privé et autres acteurs majeurs, afin de renforcer les possibilités entrepreneuriales et d'**emploi** dans les communautés d'accueil pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants.

BÉNÉFICIAIRES : 715 500 réfugiés, demandeurs d'asile, apatrides et migrants

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'équipe de pays de la République démocratique du Congo aidera le gouvernement à améliorer le cadre juridique et à promouvoir l'inclusion des personnes victimes d'un déplacement forcé et celles qui risquent de devenir apatrides dans les systèmes nationaux. À cette fin, elle s'emploiera avec le gouvernement à renforcer la législation existante et à mettre en œuvre des **solutions** durables pour les réfugiés, les déplacés internes et les personnes exposées à l'apatridie, conformément aux normes internationales. Elle fournira une assistance technique et en matière d'élaboration de programme au gouvernement, afin que celui-ci concrétise les engagements de 2019 encore en cours de mise en œuvre, et étendent les systèmes nationaux afin qu'ils incluent les réfugiés, les déplacés internes, les personnes de retour et les personnes exposées au risque d'apatridie.

BÉNÉFICIAIRES : 6 824 300 réfugiés, demandeurs d'asile, déplacés internes et réfugiés de retour

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

L'équipe de pays de République dominicaine mettra en œuvre un programme commun afin de renforcer les réponses humanitaires et de développement, ainsi que la préparation aux situations d'urgence, en utilisant une approche par zone. Les efforts se concentreront en particulier le long de la frontière et dans les régions les plus exposées au changement climatique. Des programmes communs avec les Nations Unies viseront à renforcer l'inclusion des réfugiés, des demandeurs d'asile et des personnes nées en République dominicaine de parents étrangers, afin qu'il n'y ait pas de laissés-pour-compte, conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et au Plan-cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies 2023-2027.

BÉNÉFICIAIRES : 208 000 réfugiés, demandeur d'asile et apatrides

ÉQUATEUR

L'équipe de pays en Équateur aidera le gouvernement à élaborer **des politiques publiques inclusives** et à renforcer la cohésion sociale. Une priorité majeure consistera à améliorer l'accès à des possibilités d'**inclusion socio-économique** pour les réfugiés, avec pour résultat un meilleur accès à un **travail décent** et à des perspectives de génération de revenu durables. L'équipe fournira aussi un soutien afin de renforcer l'accès des réfugiés aux **services sociaux**, à la **protection sociale**, aux services de soins, à **l'inclusion financière** et à **l'éducation**. Elle s'attachera tout particulièrement à réduire les inégalités entre les sexes dans toutes les interventions et les politiques, et adoptera une approche fondée sur la communauté qui privilégie les lieux où les réfugiés vivent et travaillent aux côtés de la communauté. Un autre objectif majeur consistera à renforcer **l'accès aux documents**, afin de lutter contre les obstacles à l'inclusion sociale et économique, et de renforcer la protection internationale.

L'équipe de pays travaillera avec un large éventail de parties prenantes (secteur privé et public, et société civile), afin d'exploiter leurs capacités, leurs ressources, leur influence et leur positionnement stratégique pour promouvoir l'inclusion des réfugiés.

BÉNÉFICIAIRES: 295 000 réfugiés, demandeurs d'asile et autres personnes ayant besoin de la protection internationale

ÉGYPTE

L'équipe de pays de l'Égypte soutiendra les efforts du gouvernement en faveur de la protection et de l'inclusion des demandeurs d'asile, des réfugiés, des personnes risquant de devenir apatrides et des migrants vulnérables, en accordant la priorité à **l'éducation, la santé, l'enregistrement des naissances et l'octroi de documents**. Elle soutiendra pleinement la Plateforme conjointe pour les migrants et les réfugiés en République arabe d'Égypte (la « Plateforme conjointe »). En outre, l'équipe aidera à faciliter l'inclusion des réfugiés, des demandeurs d'asile, des personnes exposées à l'apatridie et des migrants vulnérables dans les enquêtes et les **corpus de données nationaux** pertinents, en donnant la priorité au recensement national. Cette démarche aidera le gouvernement à repérer les vulnérabilités, à faciliter l'inclusion dans les services publics et à cibler les actions.

ÉTHIOPIE

L'équipe de pays de l'Éthiopie **aidera le gouvernement à concrétiser ses engagements de 2019** en matière de **moyens d'existence, d'éducation, d'énergie et d'environnement, de soins de santé et de protection** ; et à promouvoir l'inclusion des réfugiés dans les **plans, les programmes et les ensembles de données gouvernementaux** pertinents. L'effort collectif visant à renforcer les capacités, les systèmes et les services nationaux, régionaux et locaux bénéficiera de contributions d'organismes individuels des Nations Unies dans les domaines de **l'éducation, de la santé, de l'eau et assainissement, de l'accès à la justice et de l'octroi de documents d'état civil**. L'action de l'équipe de pays aidera les personnes qui ont été contraintes de fuir à reconstruire leur vie et à devenir **autonomes** grâce à la réintégration économique et sociale durable dans la société, apportant ainsi un dividende démographique à l'Éthiopie. Dans la perspective du futur, l'équipe de pays mobilisera des soutiens et des investissements en vue de **solutions durables pour l'adaptation au changement climatique**, pouvant bénéficier à la fois aux réfugiés et aux communautés d'accueil. L'équipe de pays a notamment pour objectif majeur de permettre à la population réfugiée d'Éthiopie de passer de la dépendance par rapport à l'assistance humanitaire à **l'autonomie**, exploitant sa stratégie phare en matière de **systèmes alimentaires** et de résilience consistant à développer des systèmes alimentaires locaux transformateurs et résilients en Éthiopie. L'équipe veillera à ce que toutes les actions menées dans le cadre du programme tiennent compte du genre et du handicap, prennent en considération les vulnérabilités qui accroissent le risque de VIH/SIDA, et mettent en œuvre des mesures de prévention et de réponse en matière de **violence liée au genre**. Enfin, elle aidera le gouvernement à étendre l'accès des réfugiés à des **solutions**, telles que la réinstallation, le rapatriement volontaire, la migration régulière et l'intégration locale.

BÉNÉFICIAIRES: 5 318 800 réfugiés et déplacés internes

GÉORGIE

L'équipe de pays de Géorgie fournira un soutien global en vue d'un accès équitable et inclusif à des services de qualité, résilients et tenant compte du genre ; et d'un meilleur accès à un travail décent et à un emploi productif, ainsi qu'au développement des capacités, et à une protection sociale nationale efficace, qui inclut les personnes déplacées de force ou apatrides. Son engagement est conforme à la Stratégie de migration de la Géorgie 2021-2030 et verra l'équipe promouvoir l'inclusion des réfugiés dans les services et les programmes nationaux et municipaux. L'équipe vise aussi à améliorer les capacités nationales de mise en œuvre de politiques et de programmes qui encouragent l'accès inclusif et équitable à des programmes éducatifs de qualité, conformes aux normes internationales. Le soutien à la génération de revenus accordera une grande importance à l'égalité entre hommes et femmes et sera en partie fourni par un renforcement des connaissances et l'octroi de petites subventions. L'équipe de pays soutiendra aussi l'intégration des réfugiés en les encourageant à s'organiser eux-mêmes, en aidant les groupes de réfugiés locaux.

BÉNÉFICIAIRES : 2500 réfugiés, bénéficiaires du statut humanitaire et demandeurs d'asile

GUATEMALA

L'équipe de pays du Guatemala mettra en œuvre une approche inclusive pour les réfugiés et les communautés d'accueil qui les intègrent aux services, aux projets et aux actions de coordination menées par les organismes des Nations Unies conjointement avec les autorités nationales et locales. L'objectif est de promouvoir le développement et l'intégration socio-économiques en coordination étroite avec les autorités locales et nationales, en renforçant l'accès à la santé, à l'éducation et aux services d'emploi. Cette promesse est conforme aux engagements pris par le Gouvernement du Guatemala lors du Forum mondial sur les réfugiés 2019 en matière de protection, d'éducation et de moyens d'existence, que le HCR a soutenus dans le cadre du Cadre global régional de protection et de solutions (MIRPS).

Ces engagements se concentreront sur le renforcement du système d'asile national, l'accès des enfants et des adolescents réfugiés et demandeurs d'asile aux services éducatifs, et l'obtention d'un permis de travail. Avec les engagements du Guatemala, la promesse est aussi conforme au Programme de développement durable à l'horizon 2030, y compris à plusieurs Objectifs de développement durable, et aux domaines de travail du Fonds pour le renforcement de la paix au Guatemala, action dirigée par un Coordonnateur résident qui s'attache principalement à fournir des informations sur la détermination du statut de réfugié dans les bureaux nationaux et les bureaux de terrain des Nations Unies ; à faciliter l'accès des réfugiés et des communautés d'accueil à des services de santé sexuelle et reproductive ; à renforcer la coordination entre les institutions et les organismes des Nations Unies pour l'élaboration de mécanismes d'orientation pour les personnes identifiées comme ayant besoin de la protection internationale, la prévention de la violence liée au genre, l'accès aux services élémentaires, l'autonomisation économique et le renforcement des capacités.

BÉNÉFICIAIRES : 20 000 réfugiés et demandeurs d'asile

HONDURAS

L'équipe de pays du Honduras renforcera les capacités institutionnelles afin d'identifier les personnes ayant besoin de la protection internationale et d'améliorer leur accès à un **système d'asile national** juste et efficace. Elle aidera le gouvernement à faire en sorte que ces personnes aient accès à leurs droits fondamentaux, notamment **l'éducation, un travail décent et la naturalisation**, et à ce qu'ils soient inclus dans les programmes nationaux. L'équipe renforcera les capacités institutionnelles à produire des données à jour, qui amélioreront **la planification stratégique reposant sur des éléments concrets et l'élaboration de politiques publiques visant à protéger les déplacés internes**. Cette démarche permettra aussi aux gouvernements locaux et central de renforcer la réponse en matière de protection, et de mener un travail de sensibilisation sur les conséquences de la violence généralisée et du déplacement forcé.

BÉNÉFICIAIRES : 350 réfugiés et demandeurs d'asile, 247 090 déplacés internes, 59 300 personnes exposées au déplacement interne et 350 000 personnes se trouvant dans des mouvements mixtes.

INDONÉSIE

L'équipe de pays d'Indonésie fournira un soutien technique, plaidera auprès des acteurs du développement et mettra en œuvre des programmes visant à aider le gouvernement indonésien à concrétiser pleinement la série d'engagements pris en 2019 et le Plan de travail conjoint du Plan-cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies, notamment l'engagement, en matière **d'éducation**, de donner l'accès à l'éducation primaire et secondaire aux enfants réfugiés et de faire en sorte que les réfugiés reçoivent les mêmes diplômes officiels que les Indonésiens. De plus, l'équipe de pays s'emploiera aussi à ce que les réfugiés puissent avoir accès à des services de **santé** dans les mêmes conditions que les Indonésiens. Travaillant avec le gouvernement, l'équipe renforcera le cadre réglementaire existant afin d'assurer l'accès des réfugiés à des documents **d'enregistrement des naissances**, garantissant ainsi leur droit à une **identité juridique**. Enfin, l'équipe de pays aidera à élaborer un programme d'autonomisation des réfugiés et à instaurer un cadre réglementaire leur permettant de s'engager dans des activités de **subsistance**, notamment l'entrepreneuriat, la génération de revenus, l'apprentissage et **l'emploi**.

BÉNÉFICIAIRES : 11 900 réfugiés et demandeurs d'asile

IRAQ

L'équipe de pays en Iraq s'engagera à ce que tous les programmes du Plan-cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies s'appliquent aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux apatrides. L'objectif est que les réfugiés, les demandeurs d'asile et les apatrides aient un meilleur accès à l'éducation, aux systèmes de protection sociale, aux services publics, aux soins de santé, aux possibilités économiques, et que les risques d'apatridie diminuent, promouvant ainsi leur inclusion et leur bien-être dans les mêmes conditions que les communautés d'accueil. Les promesses faites par l'équipe sont très proches des domaines dans lesquels le Gouvernement iraquien élabore ses propres engagements.

BÉNÉFICIAIRES : nd

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

L'équipe de pays d'Iran aidera le gouvernement à continuer à mettre en œuvre des politiques inclusives pour les réfugiés et les demandeurs d'asile et à soutenir les communautés qui les accueillent.

BÉNÉFICIAIRES : 4 500 000 réfugiés et autres personnes déplacés de force

JORDANIE

L'équipe de pays de Jordanie continuera à contribuer à la création d'un environnement favorable et à intégrer systématiquement les réfugiés de toutes les nationalités dans les plans des Nations Unies, en prenant en compte les différents besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons réfugiés dans la programmation. L'équipe poursuivra aussi ses efforts visant à renforcer encore l'accès des réfugiés à une **éducation** de qualité, à une formation tout au long de la vie, à un **travail décent**, à la **protection sociale**, à la **santé**, à des conditions de vie adéquates, à **l'eau et l'assainissement**, à la **nourriture** et à **des financements** ; et à permettre la délivrance de **documents** à toutes les personnes.

BÉNÉFICIAIRES : 3 200 000 personnes déplacées de force

KAZAKHSTAN

L'équipe de pays du Kazakhstan protégera, promouvra et respectera la dignité et **l'autonomie** des demandeurs d'asile, des réfugiés et des apatrides. Elle s'emploiera à renforcer l'intégration de ces groupes dans la société kazakhe en intensifiant fortement leur inclusion dans les programmes et les projets des Nations Unies.

BÉNÉFICIAIRES : 9700 réfugiés, demandeurs d'asile et apatrides

KENYA

L'équipe de pays du Kenya soutiendra l'élaboration et la mise en œuvre du « **Shirika Plan** » du Gouvernement kenyan, vaste initiative intersectorielle visant à faciliter la transition des camps de réfugiés à des zones d'installation intégrées dans lesquelles les réfugiés et les membres de la communauté d'accueil vivront ensemble

et seront inclus dans les services nationaux, tout en continuant d'être aidés afin de devenir autonomes par différents programmes exécutés par des organismes des Nations Unies.

BÉNÉFICIAIRES : 900 000 réfugiés et demandeurs d'asile

KIRGHIZISTAN

L'équipe de pays de la République kirghize aidera le gouvernement à améliorer la situation des demandeurs d'asile, des réfugiés et des apatrides en incluant les activités et les stratégies de réponse pertinentes dans les projets, les fonds et les programmes des organismes des Nations Unies. Elle renforcera l'intégration de ces groupes dans la société en plaidant pour leur accès à **l'éducation**, à **la santé**, à **la protection sociale**, à **l'emploi**, à l'assistance juridique et à la justice aux mêmes conditions que les nationaux. Enfin, l'équipe de pays facilitera aussi la naturalisation des réfugiés relevant du mandat et soutiendra les retours volontaires et durables.

BÉNÉFICIAIRES : 1300 réfugiés, demandeurs d'asile et apatrides

LESOTHO

L'équipe de pays du Lesotho s'attachera en priorité à améliorer l'accès à des services de santé de qualité pour les réfugiés, notamment dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, et de la prévention et de l'intervention en matière de violences faites aux femmes et aux filles. Elle s'emploiera aussi à intégrer les réfugiés et les demandeurs d'asile dans des activités de subsistance durables fondées sur des évaluations et des études de marché, en insistant particulièrement sur les femmes et sur l'agriculture, sachant que des terres ont été mises à la disposition des réfugiés à Thaba Bosiu. Une autre priorité majeure consistera à renforcer le système d'asile afin que tous les enfants aient une identité juridique et l'accès à des services tels que la santé, l'éducation, la protection et les abris.

BÉNÉFICIAIRES : 650 réfugiés, demandeurs d'asile et personnes relevant de la compétence du HCR

MAURITANIE

L'équipe de pays de Mauritanie soutiendra les efforts du gouvernement visant à renforcer la résilience des communautés d'accueil et des réfugiés, en incluant ces derniers, en particulier les femmes et les filles, dans les processus décisionnels et les initiatives de développement socio-économique soutenables du point de vue environnemental.

BÉNÉFICIAIRES : 180 800 réfugiés et demandeurs d'asile

MEXIQUE

Dans le cadre d'une approche par zone, l'équipe de pays du Mexique aidera à **renforcer les services locaux** à Tapachula et à soutenir les initiatives axées sur le développement en faveur des réfugiés et autres personnes en déplacement dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'inclusion économique, de la cohésion sociale et des services d'accueil. Elle encouragera une plus grande inclusion de l'importante population mixte qui entre au Mexique chaque jour par la ville de Tapachula, près de la frontière avec le Guatemala.

BÉNÉFICIAIRES : 500 000 personnes en déplacement

MAROC

L'équipe de pays du Maroc, sous la direction et la coordination du Coordonnateur résident, promet d'inclure systématiquement les réfugiés dans les analyses et les plans des Nations Unies au cours des quatre prochaines années. Elle promet également de promouvoir, avec les entités locales et nationales, l'inclusion des réfugiés dans la planification locale et nationale, les statistiques locales ou nationales, le registre national, le budget national, et les systèmes d'apport de services (éducation, santé, moyens d'existence).

BÉNÉFICIAIRES : 19 100 réfugiés, demandeurs d'asile et apatrides

MOZAMBIQUE

The équipe de pays du Mozambique, sous la direction du Coordonnateur résident et dans la ligne des actions du gouvernement, intégrera les besoins des réfugiés, des demandeurs d'asile, des déplacés et des apatrides dans ses plans et ses programmes pertinents, et invitera et aidera le gouvernement à étendre l'accès de ces groupes aux services nationaux, notamment l'éducation, la santé, l'eau et assainissement, la protection sociale et un travail

décent, ainsi que leur inclusion dans les **plans, budgets, ensembles de données et systèmes d'apport de services nationaux et provinciaux.**

BÉNÉFICIAIRES : 1 414 100 réfugiés, demandeurs d'asile, déplacés internes et déplacés internes de retour

NAMIBIE

L'équipe de pays en Namibie travaillera avec le gouvernement à améliorer l'accès à des services nationaux renforcés, à une meilleure réponse de protection, ainsi qu'à des données fiables, comparables et actualisées afin que les réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes exposées à l'apatridie et les communautés qui les accueillent puissent bénéficier de conditions de vie durables et dignes.

BÉNÉFICIAIRES : 7200 réfugiés et demandeurs d'asile

NIGER

L'équipe de pays du Niger, conformément à la promesse faite par le Niger de mettre en place des solutions durables, s'emploie à accompagner et à soutenir les actions du gouvernement visant à inclure les réfugiés dans les systèmes nationaux (éducation, santé, logement, accès à de l'eau potable et à l'énergie verte) et à soutenir leur accès à des activités productives (agriculture, élevage, accès à la terre et à des énergies autres que le bois de chauffage), afin de leur permettre de parvenir à une plus grande autonomie financière.

PAKISTAN

L'équipe de pays du Pakistan soutiendra les politiques gouvernementales en faveur des réfugiés afghans et des ressortissants afghans vulnérables ainsi que des communautés d'accueil portant sur l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à des moyens d'existence, qui les aideront à prospérer, à vivre dans la sécurité, à être plus résilients et à contribuer au développement socio-économique des communautés qui les accueillent.

BÉNÉFICIAIRES : 1 330 000 réfugiés

PANAMA

L'équipe de pays du Panama travaillera avec le gouvernement à développer, renforcer et mettre en œuvre une politique d'intégration professionnelle tenant compte du genre, ainsi que des mesures en faveur des réfugiés, des demandeurs d'asile et des apatrides fondées sur les obligations internationales relatives aux droits humains. Cette politique garantira **l'inclusion économique** des réfugiés et des demandeurs d'asile sur le marché du travail ainsi que d'autres formes de protection sociale, leur permettant d'avoir accès à un travail décent et à des possibilités de créer sa propre entreprise.

BÉNÉFICIAIRES : 26 300 réfugiés, demandeurs d'asile et apatrides

ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE

L'équipe de pays de Bolivie aidera activement le gouvernement à supprimer les obstacles à la concrétisation des droits économiques et sociaux des réfugiés, des demandeurs d'asile et autres personnes ayant besoin de la protection internationale. Elle s'attachera en particulier à renforcer l'accès effectif à des programmes de **protection sociale** pour les plus vulnérables et à favoriser leur inclusion socio-économique, dans les mêmes conditions que les communautés d'accueil.

BÉNÉFICIAIRES : 22 100 réfugiés, demandeurs d'asile et autre personnes ayant besoin de la protection internationale

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

L'équipe de pays de Moldova aidera le gouvernement à mettre en œuvre son régime de protection temporaire pour les réfugiés d'Ukraine et plaidera pour l'adoption d'une approche prévisible et fondée sur le droit de la transition vers l'abandon de la protection temporaire. Elle travaillera étroitement avec le gouvernement à renforcer les systèmes nationaux en matière de **santé, d'éducation** et de **protection sociale** ; et à étendre leur capacité à inclure aussi bien les réfugiés que les communautés d'accueil. Les actions de l'équipe de pays viseront

aussi à étendre les possibilités de trouver un **emploi digne** ou d'autres moyens d'existence pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et les communautés d'accueil, afin d'optimiser leur capacité à contribuer au développement et à la résilience socio-économiques de la Moldova. Enfin, l'équipe inclura à la fois les réfugiés et les communautés d'accueil dans ses programmes, afin de faciliter l'**inclusion socio-économique** et la **cohésion sociale**.

BÉNÉFICIAIRES : 74 300 réfugiés, demandeurs d'asile et apatrides

RÉPUBLIQUE DE MACÉDOINE DU NORD

L'équipe de pays de Macédoine du Nord travaillera avec le gouvernement à promouvoir l'inclusion et l'**intégration** des personnes ayant besoin de la protection internationale et d'autres étrangers ayant un droit de séjour en Macédoine du Nord. Appliquant une approche tenant compte de l'âge, du genre et de la diversité, elle visera à assurer le plein accès des groupes à **tous les droits** et à leur permettre de contribuer pleinement au développement du pays d'accueil.

BÉNÉFICIAIRES : 10 000 personnes ayant besoin de la protection internationale

RÉPUBLIQUE DE TÜRKIYE

L'équipe de pays de Türkiye s'emploiera à aider le gouvernement à renforcer l'accès des réfugiés, des migrants et des communautés qui les accueillent à des services inclusifs en Türkiye, en mettant l'accès sur la **protection sociale, l'éducation, les moyens d'existence et la santé**. Les promesses de l'équipe reprennent et complètent les engagements pris par le gouvernement en 2019 et ont pour objectif d'améliorer l'inclusion sociale et économique des réfugiés, des migrants et des communautés qui les accueillent, attestant les efforts continus déployés par la Türkiye pour tenter de répondre aux besoins des réfugiés et des communautés d'accueil, alors que le pays abrite la plus importante population de réfugiés au monde depuis 2014. Les actions qu'elle prévoit reposent sur une analyse solide de la problématique homme-femmes, et les principales mesures visant à promouvoir l'accès à des **moyens d'existence** consistent notamment à aider les femmes et les hommes réfugiés à passer à un **emploi** formel et/ou **décent**, en mettant l'accent sur les jeunes et les adolescents. L'équipe de pays soutiendra les efforts visant à augmenter le **taux de scolarisation** des enfants réfugiés et à réduire le nombre **d'enfants réfugiés déscolarisés**, et à fournir un soutien matériel et une formation aux **familles qui occupent un emploi agricole** saisonnier ; et mettra notamment en œuvre des programmes de soutien à l'**entrepreneuriat des femmes**, afin de renforcer leur autonomie économique.

BÉNÉFICIAIRES: 5 087 600 réfugiés et migrants

THAÏLANDE

L'équipe de pays de Thaïlande fera en sorte que les réfugiés, les demandeurs d'asile et les apatrides soient inclus dans les plans des Nations Unies et travaillera avec le gouvernement afin de les intégrer aux systèmes nationaux. Les principaux domaines concernés seront les **alternatives à la détention** ; le renforcement du mécanisme national de vérification ; l'accès à des **soins de santé** et à l'**éducation** ; et le renforcement de l'**enregistrement des naissances et des faits d'état civil**. L'équipe est déterminée à soutenir la création d'une société inclusive, qui attache une importance aux droits et aux contributions de toutes les personnes, conformément aux engagements pris par le gouvernement lors du Forum mondial sur les réfugiés et du Forum mondial sur la migration.

BÉNÉFICIAIRES : 662 100 réfugiés, demandeurs d'asile et apatrides

UGANDA

L'équipe de pays de l'Ouganda aidera le gouvernement à promouvoir le dialogue sur les solutions durables pour les réfugiés, y compris en renforçant la capacité nationale à appliquer l'approche reliant l'action humanitaire et le développement (et la paix). Elle travaillera également avec les partenaires sociaux et du développement à renforcer encore l'intégration des réfugiés dans les programmes de développement axés sur le **changement climatique** ; et à promouvoir la résilience et l'**autonomie** des réfugiés par l'accès au marché du travail et l'**inclusion économique**. En soutien à l'action du gouvernement, l'équipe de pays aidera à promouvoir la localisation, afin de générer de meilleures **données, preuves et analyses SADD (système d'analyse et d'aide à la décision)** sur les mouvements et les intentions des réfugiés, pour pouvoir élaborer des solutions crédibles. Enfin, elle encouragera l'adoption d'une approche transfrontalière par les Nations Unies, afin de mieux prévoir et évaluer les besoins, ce qui permettra de tenter d'agir sur les facteurs à l'origine des déplacements et de faciliter une planification et des budgets pluriannuels prévisionnels.

BÉNÉFICIAIRES : 1 500 000 réfugiés

URUGUAY

L'équipe de pays de l'Uruguay aidera le gouvernement à développer davantage encore son cadre juridique, ses politiques publiques et ses procédures administratives, y compris celles liées à la **protection** et à la **régularisation** des réfugiés, ainsi qu'à la **nationalité**. Le but est d'assurer la jouissance effective des droits fondamentaux des réfugiés, des demandeurs d'asile et autres personnes ayant besoin de la protection internationale, ainsi que des migrants, en particulier concernant une **inclusion socio-économique** dans les mêmes conditions que les communautés d'accueil ; et des programmes de protection sociale pour les enfants et autres groupes vulnérables.

BÉNÉFICIAIRES : 41 700 réfugiés, demandeurs d'asile et autre personnes ayant besoin de la protection internationale

OUZBÉKISTAN

L'équipe de pays d'Ouzbékistan s'engage à promouvoir l'accès des personnes ayant besoin de la protection internationale et des apatrides à la protection, aux **droits légaux** (y compris le droit de résidence et le droit d'être protégé contre le refoulement), aux **droits socio-économiques** et aux services sociaux conformément aux normes internationales, par leur inclusion dans les projets et les programmes des Nations Unies. À cette fin, les Nations Unies travailleront en partenariat avec les principaux acteurs du développement et les parties prenantes au niveau national et communautaire.

BÉNÉFICIAIRES : 40 400 réfugiés et migrants

ZAMBIE

L'équipe de pays en Zambie aidera le gouvernement à continuer à mettre en œuvre l'ensemble impressionnant d'engagements pris lors du Forum mondial sur les réfugiés 2019 et les promesses qui ont suivi, notamment **l'intégration locale, l'octroi de documents civils, les moyens d'existence et l'énergie ; l'inclusion des réfugiés et des anciens réfugiés dans les sports et l'éducation ; la santé, la gestion de l'environnement ; et l'inclusion dans les statistiques nationales**. L'équipe de pays fournira un **soutien technique et en matière de programme** pour promouvoir l'inclusion des réfugiés et des anciens réfugiés dans les systèmes nationaux ; et aidera le gouvernement à renforcer ces systèmes et à développer ses capacités à fournir des services inclusifs et de qualité à toutes les personnes se trouvant en Zambie d'ici à 2027.

BÉNÉFICIAIRES : 84 500 réfugiés, anciens réfugiés et demandeurs d'asile

Promesses faites par les organismes des Nations Unies au niveau mondial

Les paragraphes suivants sont des versions très expurgées des promesses concrètes et mesurables faites par les organismes des Nations Unies au niveau mondial dans le cadre de l'engagement commun 2.0 des Nations Unies. Des détails, y compris les objectifs spécifiques et les besoins en ressources, sont disponibles sur demande. Veuillez noter que certaines promesses sont en cours d'élaboration et seront incluses ultérieurement.

La FAO promet :

- De renforcer les systèmes internes afin de mobiliser les expertises, les capacités et les ressources dans les contextes de déplacement forcé ou de crise alimentaire, avec notamment un mécanisme de financement de bureaux devant être utilisés dans les contextes de déplacement forcé, à condition que des ressources suffisantes soient mobilisées.
- De créer un guichet de financement de l'organisation pour la Centralité de la protection et la redevabilité envers les populations affectées et de renforcer la capacité de l'organisation dans ces domaines.
- D'inclure les personnes déplacées de force dans au moins 60 % des plans d'urgence et de résilience de la FAO dans les situations de déplacement forcé de grande ampleur.

- De faire en sorte que les systèmes de collecte de données de la FAO incluent davantage les populations déplacées.
- De créer une initiative multipartite sur l'agriculture, les systèmes alimentaires et la sécurité alimentaire lors du Forum mondial sur les réfugiés de décembre 2023.
- De contribuer fortement à au moins 60 % des plans de réponse en faveur des réfugiés.
- De procéder à une mobilisation conjointe des ressources avec le HCR afin de susciter une collaboration au niveau des pays.

L'OIT fait la promesse de défendre le droit à un travail décent pour les réfugiés, les autres personnes déplacées de force et les communautés d'accueil. Elle promouvra l'inclusion systématique de ces groupes dans les politiques et les programmes, aux niveaux national, régional et mondial, qui visent à améliorer l'accès au marché du travail, les conditions de travail et la protection des travailleurs.

L'OIM fait la promesse:

- De renforcer les capacités des États membres à améliorer la gestion de l'identité, en mettant l'accent sur les documents de voyage et les systèmes de délivrance de documents pour les populations mobiles vulnérables, y compris les personnes déplacées, les réfugiés et les apatrides.
- D'étendre et de renforcer la réinstallation et les voies complémentaires, conformément au document *Third Country Solutions for Refugees: Roadmap 2030*.
- D'aider les équipes de pays des Nations Unies qui participent à cet engagement à intégrer la mobilité humaine dans toutes ses dimensions dans les Analyses communes de pays et les Cadres de coopération, et autres processus de planification des Nations Unies, y compris en promouvant une compréhension globale des facteurs à l'origine de la mobilité humaine.
- De fournir des services de santé inclusifs et de qualité avant, pendant et après le processus de réinstallation de réfugiés, en promouvant l'intégration des réfugiés et leur inclusion dans les systèmes de santé nationaux.

L'OCHA fait la promesse:

- De travailler avec le HCR et tous les partenaires concernés afin de veiller à ce que toutes ses analyses, politiques et plans de réponse intègrent le cas échéant les besoins des réfugiés et des personnes déplacées.
- De renforcer l'intégration des groupes vulnérables et marginalisés, notamment des femmes et des filles, des enfants et des jeunes, des minorités raciales et ethniques, des personnes handicapées, des personnes âgées, des personnes déplacées et des migrants, des personnes ayant différentes orientations sexuelles, identités ou expressions de genre et caractères sexuels (SOGIESC), des populations autochtones, des communautés urbaines pauvres et des communautés rurales.

L'OHCHR fait la promesse de promouvoir la protection des droits humains des personnes se déplaçant dans le cadre des mouvements mixtes, y compris des réfugiés, notamment en soutenant une approche des lois, politiques et programmes pertinents fondée sur les droits humains.

ONU-HABITAT fait la promesse de soutenir l'intégration des réfugiés en intensifiant son appui aux gouvernements :

- au niveau national, en renforçant les cadres politiques et législatifs liés aux réfugiés et à l'urbanisation, ainsi qu'à l'administration et à la gestion des biens fonciers.
- au niveau local, en établissant et en renforçant des institutions urbaines, et en améliorant l'accès aux services d'infrastructure dans les régions qui abritent des réfugiés et des communautés d'accueil.

ONU-Femmes fait la promesse :

- De renforcer la collecte, l'analyse et la diffusion de données et d'analyses sur le genre, éléments essentiels pour la formulation de politiques, de cadres et de plans de réponse pour les réfugiés qui soient

fondés sur des éléments concrets et répondent efficacement aux besoins des femmes et des filles réfugiées, ainsi que des groupes de population à risque.

- De promouvoir l'inclusion économique et sociale et l'autonomisation des femmes réfugiées, permettant aux femmes et aux groupes à risque dans les situations de déplacement de sortir de l'assistance aux moyens de subsistance à court terme pour évoluer vers des moyens d'existence durables, afin de promouvoir leur intégration socio-économique et la cohésion sociale.
- De renforcer les partenariats avec les organisations locales dirigées par des femmes et de permettre aux femmes réfugiées, aux femmes des communautés d'accueil et aux organisations locales dirigées par des femmes dans des contextes de déplacement d'avoir accès à des financements.
- De lutter contre l'apatridie des femmes et des enfants en contribuant à mettre fin à la discrimination entre les sexes dans les lois sur la nationalité en aidant les États à revoir les législations qui ne prévoient pas l'égalité entre hommes et femmes, et à promouvoir une mise en œuvre permettant d'assurer l'égalité entre les sexes dans la loi et dans la pratique.

ONUSIDA fait la promesse :

- De plaider pour l'inclusion des réfugiés et autres personnes déplacées dans les plans nationaux sur le VIH dans les pays qui accueillent des réfugiés, et pour un accès dans des conditions d'égalité aux services VIH pour les personnes séropositives dans les situations d'urgence humanitaire.
- À exploiter et à adapter les approches de collecte de données existantes, afin de suivre les besoins et de repérer les lacunes en matière de VIH dans les contextes fragiles et humanitaires.

L'UNDCO fait la promesse de promouvoir l'inclusion des réfugiés dans les Évaluations communes de pays et les Cadres de coopération dans les pays qui accueillent des réfugiés.

Le DESA fait la promesse d'encourager les États membres à inclure les demandeurs d'asile, les réfugiés et les personnes déplacées dans ses Examens nationaux volontaires pour le Forum politique de haut niveau.

Le PNUD fait la promesse:

- De promouvoir l'inclusion des réfugiés et la cohésion sociale en intensifiant son appui aux gouvernements, au niveau national et local, afin de mieux incorporer les réfugiés et les communautés d'accueil dans leurs plans de développement et leurs politiques sectorielles.
- De promouvoir une programmation innovante prenant en compte les besoins des personnes déplacées de force et des communautés d'accueil, en particulier par le renforcement de la gouvernance locale, de l'aménagement urbain, des systèmes d'apport de services, des moyens d'existence et de l'accès à la justice.
- De favoriser un financement plus ciblé pour les solutions de développement de moyen à long terme, y compris en aidant les gouvernements à adopter des cadres nationaux de financements intégré liés aux Objectifs de développement durable.
- D'étendre les programmes de prévention et de renforcement de la paix qui luttent contre les conflits et la violence, ainsi que les effets aggravants du changement climatique.

L'UNESCO fait la promesse :

- D'aider les systèmes d'éducatons nationaux à inclure les populations déplacées de force conformément aux promesses énoncées dans le document L'Éducation dans les situations de crise : un appel à l'action lors du

Sommet des Nations Unies sur la transformation de l'éducation, du 19 septembre 2022, et en fonction du contexte opérationnel local spécifique.

- De renforcer la capacité des médias à informer les réfugiés, les déplacés internes et les populations d'accueil sur les faits, sans préjugés, afin d'augmenter l'accès à des informations fiables sur les questions essentielles qui les intéressent, d'accroître la participation des réfugiés au débat public et de créer des conditions favorables à une coexistence pacifique des réfugiés et des communautés d'accueil.
- De promouvoir et de soutenir un engagement plus fort en faveur de la transformation sociale et de l'inclusion des réfugiés par une intensification du travail contre la discrimination et le racisme, par le dialogue intellectuel, par un plus grand engagement des jeunes et des femmes réfugiées, par le recours au sport et par une réflexion sur l'éthique des nouvelles technologies.
- De renforcer la prise en compte des besoins des réfugiés par son programme de protection de la culture dans les situations d'urgence, contribuant ainsi à la réalisation des droits culturels, économiques et sociaux des réfugiés, reconnaissant que la culture peut jouer un rôle important pour leur intégration sociale, leur développement économique et leur accès à l'autonomie.

L'UNFPA fait la promesse :

- De plaider pour l'inclusion des réfugiés dans les systèmes de données sur la population.
- De promouvoir la disponibilité de services de santé sexuelle et reproductive et l'accès à ces services, y compris aux soins de santé maternelle et du nouveau-né, et à la prise en charge clinique du viol, pour les personnes déplacées dès le début d'une situation d'urgence.
- De soutenir les efforts visant à renforcer les capacités des organisations dirigées par des femmes et des jeunes, de renforcer la participation, la direction et l'accès à ces organisations, y compris à celles dirigées par des femmes et des filles réfugiées.
- D'aider les systèmes nationaux, en particulier les systèmes de protection sociale, à inclure les réfugiés et autres personnes déplacées exposées à la violence liée au genre, sans discrimination.

L'UNICEF fait la promesse d'aider les pays d'accueil à inclure les enfants réfugiés, apatrides et de retour, ainsi que leur famille et les communautés qui les accueillent, dans les stratégies, plans, systèmes et services nationaux et infranationaux en matière d'éducation, d'eau et assainissement, de protection de l'enfant et de protection sociale, et de renforcer la responsabilité envers les enfants et les jeunes déplacés, l'ancrage local des actions et leur participation significative à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des politiques et des pratiques d'inclusion des réfugiés.

L'ONUDDC fait la promesse d'aider les réfugiés et leurs communautés d'accueil par des services de soutien psychosocial et de santé mentale pour la prévention, le traitement et la prise en charge en matière d'usage de drogues, et pour l'accès à des médicaments sous contrôle à des fins médicales ; de travailler avec les pays d'accueil à la prévention des crimes et à un renforcement de la justice pénale, en particulier en assurant l'accès à la justice, avec des services d'assistance juridique gratuite, et des recours pour les victimes de crimes, comme la traite des êtres humains et la violence parmi les populations réfugiées.

Le programme VNU fait la promesse de plaider sans relâche auprès des partenaires des Nations Unies pour une augmentation du nombre de réfugiés Volontaires des Nations Unies et de continuer à soutenir le système tout entier des Nations Unies en vue de l'engagement des réfugiés et des apatrides comme Volontaires des Nations Unies.

Le PAM fait la promesse :

- De consacrer 20 % au minimum de l'allocation des contributions multilatérales non liées à une affectation spéciale qu'il reçoit des donateurs pour les opérations avec des réfugiés à combler les lacunes de financement majeures, afin d'alléger la situation et de maintenir la sécurité alimentaire et la nutrition.
- De travailler en partenariat avec le HCR pour promouvoir des approches conjointes de l'élaboration des programmes visant à renforcer l'autonomie et l'inclusion socio-économique des réfugiés.
- De renforcer son obligation de rendre des comptes aux personnes touchées en travaillant avec le HCR et d'autres partenaires à fournir un accès à des mécanismes fonctionnels de retour d'information de la communauté pour tous les réfugiés assistés par le PAM et les membres de la communauté d'accueil.

L'OMS fait la promesse d'aider les États membres à renforcer l'inclusion et l'intégration des réfugiés dans les systèmes de santé locaux et/ou nationaux, afin de promouvoir un accès continu à des services de santé de qualité pour les réfugiés et les communautés d'accueil.

Le HCR, le DCO et l'OCHA réitèrent leur engagement à codiriger l'engagement commun 2.0 des Nations Unies tout au long de la période de mise en œuvre de quatre ans, par la coordination et le soutien.